

**DÉCLARATION DU CONGRÈS INTERNATIONAL DE L'APIWTXA:
MENACES, PROTECTION ET DÉVELOPPEMENT D'UNE FRONTIÈRE AMAZONIENNE
(Novembre 2021)**

Les peuples autochtones Asháninka, Ashéninka, Arara, Kuntanawa, Huni Kuin-Kashinawa, Yaminahua et Amahuaca, représentés par les organisations OPIRJ, Apiwtxa, Instituto Yorenka Tasorentsi, AJRBI, Associação Arara do Rio Amônia, ACONADIYSH, ACCY, AACAPPY, AKARIB, AARIB, habitants de la frontière Pérou-Brésil, dans les régions du Yurúa et du Haut Tamaya (Ucayali, Pérou) et du Haut Juruá (Acre, Brésil) - qui ensemble protègent plus de trois millions d'hectares de forêt, dans l'une des régions les mieux préservées et les plus riches en biodiversité de l'Amazonie – réunis en assemblée de nos dirigeants et autorités, face aux graves menaces qui pèsent sur nous de part et d'autre de la frontière Pérou-Brésil, déclarons ce qui suit :

Nous, peuples autochtones, réaffirmons que nos territoires n'ont jamais été découverts. Nous sommes les propriétaires ancestraux de nos terres, qui ont été occupées et détruites par les envahisseurs, les entreprises d'exploitation et les mafias de toutes sortes.

Les menaces auxquelles nous sommes confrontés sont énormes, mais le trafic de drogue, les routes illégales, les bûcherons, les mineurs et les spéculateurs de terres, protégés par la corruption de l'État, continuent de détruire nos terres et nos forêts. Pendant des années, ils ont assassiné nos dirigeants, sans aucune punition pour leurs actes, et nombre de nos dirigeants continuent d'être menacés par ceux qui veulent s'approprier de nos territoires et de nos ressources. Malgré nos plaintes et la prise de conscience du gouvernement et des forces de l'ordre, les coupables restent impunis.

Nous, peuples autochtones, réitérons notre engagement pour une existence harmonieuse et pacifique avec la forêt et avec ceux qui vivent dans les villes. Nous ne voulons rien leur enlever et ne les traitons pas comme nous avons été traités pendant des siècles. Nos peuples sont nobles et nous ne répondons pas aux abus et aux offenses que nous subissons depuis des années. Cependant, nous n'acceptons pas que la destruction de la forêt devienne aussi notre propre destruction.

Nous, peuples autochtones, savons qu'il est possible de faire de chaque partie du monde un meilleur endroit pour vivre, c'est pourquoi nous prenons soin de notre forêt, de notre maison et, ce faisant, nous générons de l'air pur, de l'eau propre, de la biodiversité, de la sagesse et de la culture pour nos pays et le monde entier. Nos peuples croient à la vie. Pour cette raison, nous déclarons à nos gouvernements, à nos alliés, à nos autorités, à tous les niveaux et à la communauté internationale, les points suivants :

- 1. Nous exigeons que les autorités compétentes du Brésil et du Pérou respectent leur obligation de protéger les frontières, les droits des peuples autochtones et l'environnement. Au Brésil, une plus grande présence des autorités de l'État et des actions effectives pour défendre ceux d'entre nous qui habitent cette frontière du pays sont nécessaires. Au Pérou, nous exigeons que l'État surveille, punisse et agisse sur les autorités locales et régionales qui violent constamment les droits des populations autochtones.
- 2. Nous demandons que le gouvernement péruvien prenne des mesures immédiates contre les violations des droits subies par la communauté autochtone Sawawo Hito 40, à la frontière avec le Brésil. Malgré les dénonciations claires et les preuves d'invasions de ce

territoire par des bûcherons illégaux et des trafiquants de terres, le pouvoir judiciaire péruvien favorise une fois de plus les envahisseurs, les criminels, au lieu de protéger ses citoyens. Nous attirons l'attention de la communauté internationale sur les violations constantes des droits des peuples autochtones au Pérou. Nous n'acceptons pas que l'impunité pour les crimes contre les peuples autochtones perdure au Pérou, au Brésil et dans d'autres parties du monde.

- 3. Nous exigeons le respect pour gérer notre propre développement. Nous ne voulons pas qu'un modèle de développement extérieur nous soit imposé, un développement qui détruit nos forêts et se montre abusif et cruel envers nos peuples. Pour cette raison, nous faisons appel aux droits reconnus par les Nations Unies et d'autres organisations nationales et internationales. Il est essentiel que les droits à la santé, à l'éducation, au territoire et à l'autodétermination des peuples autochtones soient respectés. Nous demandons aux gouvernements d'être au service des citoyens et de ne pas être contrôlés par des entreprises et d'autres intérêts qui affectent directement l'autodétermination de nos peuples.
- 4. Nous refusons fermement que les États et les entreprises prennent des décisions concernant nos territoires sans notre consultation et notre consentement préalable, libre et éclairé, garanti par la loi ; ainsi que d'autres projets d'infrastructure et d'exploitation qui nous affectent et mettent notre existence en danger, tels que la « route Masisea – Alto Tamaya » et la « route Pucallpa – Cruzeiro do Sul ».
- 5. Nous n'autoriserons pas l'avancée de projets illégaux tels que la « Route Nueva Italia – Sawawo – Puerto Breu » et nous exigeons que toutes les voies d'accès terrestres existantes, ouvertes illégalement, soient immédiatement fermées.
- 6. Dans le cas du district péruvien de Yurúa, nous exigeons du gouvernement régional de l'Ucayali la construction immédiate de l'aéroport de Puerto Breu, ainsi qu'une plus grande présence de l'État péruvien et l'amélioration des services publics pour la population locale.
- 7. Nous demandons au gouvernement péruvien de répondre aux besoins de la communauté autochtone de Haut Tamaya – Saweto, également à la frontière entre le Brésil et le Pérou. Nous exigeons que le pouvoir judiciaire péruvien condamne les meurtres des dirigeants de cette communauté, qui ont eu lieu il y a plus de sept ans et sont toujours impunis. Nous demandons l'expulsion des bûcherons illégaux et des envahisseurs qui continuent de menacer la vie des habitants de Saweto.
- 8. Enfin, nous réaffirmons les liens de fraternité entre les peuples autochtones des régions frontalières du Yurúa et du Haut Tamaya, dans le Département d'Ucayali, au Pérou, et de la région du Haut Juruá, dans l'État d'Acre, au Brésil. Nous renforçons notre alliance pour protéger la vie de nos peuples autochtones et nos forêts qui sont notre foyer et notre source de revenus, tout en aidant à maintenir la stabilité du climat de la planète dont nous dépendons tous. Nous nous engageons à travailler ensemble, en tant que frères et sœurs, pour faire face aux menaces qui pèsent sur nos vies et nos territoires.

**Ensemble, nous signons cette déclaration le 19 novembre 2021
- Aldeia Apiwtxa, Marechal Thaumaturgo, Acre**

**Associação Ashaninka do Rio Amônia – Apiwtxa
Organização dos Povos Indígenas do Rio Juruá - OPIRJ
Organización Regional AIDSESEP Ucayali - ORAU
Asociación de Comunidades Nativas para el Desarrollo Integral de Yurúa Yono
Sharakoiai – ACONADIYSH
Asociación de Conservación Comunal Yurúa – ACCY
Asociación Ambiental de la Comunidad Ashéninka Pocharipankoky Pikiyaco Yurúa –
AACAPPY
Associação Ashaninka de Rio Breu – AARIB
Associação Jaminawa Arara do Rio Bagé – AJRBI Associação Kaxinawá do Rio Breu -
AKARIB
Associação Arara do Rio Amônia - ARARA**